

Discours de Gabriel Attal

BÂTIR LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Reims
17 sept. 2026



PRO

PRO

Discours de Gabriel Attal,
candidat à l'élection présidentielle
Bâtir les Etats-Unis d'Europe
Reims, le 17 septembre 2026
- seul le prononcé fait foi -

Madame la Présidente, chère Valérie,
Monsieur le Président, cher Pieyre-Alexandre,
Mesdames et Messieurs les parlementaires et parlementaires européens,
Mesdames et Messieurs les élus,
Monsieur le Président exécutif de Latitude, cher Stanislas Maximin, Monsieur le Directeur
général de Latitude, cher Philippe Trillat, que je remercie tous deux de nous accueillir,
dans vos locaux, avec toutes vos équipes,
Mesdames et Messieurs,

S'engager en politique, ce n'est pas seulement vouloir gérer ou ajuster le présent.

S'engager en politique, c'est porter une vision, rêver pour son pays.
Et je me suis engagé parce que je crois qu'il y a des projets qui nous dépassent.
Parce que nous sommes traversés par des idées, et qu'il nous incombe de leur donner
une réalité.

Alors, aujourd'hui, je veux réveiller le rêve européen.

Parce que je crois que le moment appelle, pour la France et pour l'Europe, un pas
supplémentaire sur le fil de leur Histoire.

« Le plus grand danger qui menace l'Europe est la lassitude. »

Cet avertissement, c'est le philosophe Husserl qui le prononce à Vienne.

Nous sommes en 1935. Les totalitarismes déferlent sur l'Europe. Mais face à la menace
et à une guerre inévitable, c'est bien la lassitude que dénonce Husserl. La lassitude de
défendre la liberté, la démocratie, l'humanisme. Toutes les valeurs qui font pourtant le
creuset de l'Histoire de l'Europe.

Je crois que cette lassitude nous menace à nouveau.

Elle se reconnaît à des phrases que l'on entend chaque jour. Les Américains seraient
trop puissants. Les Chinois auraient trop d'avance. Les Européens seraient trop en
retard. L'Union européenne décidément trop complexe. Et la France trop petite pour
changer quoi que ce soit au cours de l'Histoire.

À force, nous finissons par douter. Douter de notre avenir. Douter de nous-mêmes. Et
accepter avec fatalisme les augures des déclinistes professionnels.

Il faut en finir avec ce doute français et européen. C'est pour cela que je suis candidat.
Pour rassembler toutes celles et tous ceux qui refusent de renoncer.
Pour réunir toutes celles et ceux qui croient dans notre avenir, qui croient encore que
la politique commence par le rêve, qui savent que nos plus belles pages sont encore
devant nous et n'ont en rien renoncé à notre ambition de puissance et nos rêves de
grandeur.

Parce que je n'imagine la France que grande, et l'Europe que forte.

Je suis candidat parce que nous avons toutes les cartes en main pour réussir.

Moi, je crois en nous. Je crois en la France, en l'Europe. En notre talent, nos ressources, notre ingéniosité. Je crois dans notre avenir.

Nous sommes le continent de l'imprimerie et du téléphone, du vaccin et de la machine à vapeur.

Nous sommes le continent de la voiture, de la photographie, du cinéma.

Chaque jour encore, partout à travers l'Europe, des femmes et des hommes travaillent, recherchent, innovent.

Méfions-nous de ceux qui caricaturent l'optimisme, ils font en général recette du déclin.

Nous avons dessiné le monde. Nous l'avons changé. Et ce n'est pas près de s'arrêter.

Nous avons toutes les forces pour réussir.

Mais pour cela, il faut regarder le monde tel qu'il est. Il faut regarder l'Europe telle qu'elle va.

Hier, Ursula von der Leyen dressait un bilan du fonctionnement de l'Union. Je crois que ce bilan a occulté nos difficultés les plus fondamentales. La surchauffe normative de l'Europe. Son incapacité à mettre en œuvre le rapport Draghi, où tout est pourtant écrit. Les humiliations qu'elle a subies ces dernières années face aux Etats-Unis, à la Chine ou à la Russie.

Ce discours, c'est trop tard, trop peu, alors qu'il faut aller plus vite, plus loin.

Réveillons-nous.

Réveillons-nous et regardons les choses en face.

1 - Le nouvel ordre mondial : les continents-puissances et dérèglement climatique

La France et l'Europe sont attaquées. Nos rivaux ont une volonté, une stratégie, des moyens. Ils comptent sur nos divisions. Sur notre découragement, aussi.

La grammaire de la géopolitique a changé. Nous étions habitués au monde des États-Nations. Nous vivons aujourd'hui dans celui des Continents-puissances.

La Russie, d'abord, attaque notre sécurité. Dirigée d'une main de fer par un pouvoir qui exècre notre modèle démocratique, nos valeurs progressistes, elle poursuit sa guerre sans merci contre l'Ukraine, bombarde ses villes, frappe ses infrastructures civiles, cherche à briser ce peuple qui a choisi d'être libre, avec comme objectif clair de menacer le continent européen tout entier.

Ses drones menacent maintenant même jusqu'aux abords de l'Union européenne.

Ses ingérences et ses cyberattaques cherchent à désorganiser nos sociétés comme nos élections.

La Chine, ensuite, mène une attaque en règle contre notre économie et notre industrie. Elle a décidé de faire payer aux Européens leur arrogance passée. Pendant des

décennies, l'Europe a transféré des technologies vers la Chine, délocalisé des productions, avec la conviction confortable qu'elle conserverait toujours l'invention et que la Chine se contenterait de la fabrication. Cette condescendance nous a coûté cher. Les Chinois ont formé, investi, appris. Aujourd'hui, dans pratiquement tous les secteurs, ils nous ont dépassés.

Et maintenant, la Chine passe à l'attaque.

Leurs surproductions industrielles inondent notre marché et mettent nos entreprises en faillite.

Aujourd'hui, une entreprise chinoise sur quatre exporte vers l'Europe à perte, subventionnée par l'État chinois. C'est une stratégie délibérée pour que nos industries soient incapables de rivaliser et pour les couler.

Ce ne sont pas des mots. Ce n'est pas un avenir craint. C'est d'ores et déjà notre quotidien : chaque jour, l'Europe a un déficit commercial d'un milliard d'euros vis-à-vis de la Chine. 1 milliard d'euros par jour.

Ils ont réussi avec le textile. Ils sont sur le point de réussir pour l'automobile. Ils veulent le faire avec la chimie, absolument déterminante pour notre économie.

Et ce n'est pas tout, leurs algorithmes font défiler des millions d'heures de contenus devant les yeux de nos enfants, sans que nous ayons le moindre contrôle, et avec pour objectif assumé d'attaquer leur intelligence cognitive, de stimuler leurs addictions, voire, dans certains cas tragiques, leurs troubles mentaux. Là aussi la stratégie est délibérée : ils ont compris que s'attaquer à l'intelligence de notre jeunesse, c'était s'attaquer à l'avenir de l'Europe. Je ne veux pas livrer nos enfants à des algorithmes chinois, dont ils protègent eux-mêmes leurs propres enfants.

Les Etats-Unis, enfin, nous défient eux-aussi.

Une guerre commerciale. Un chantage à la défense permanent. Nos entreprises soumises au droit américain partout dans le monde, au risque de se voir couper l'accès au dollar. Notre économie dépendante de modèles d'IA dont nous ne maîtrisons rien.

Autant d'attaques qui ne sont que les leviers de la guerre réelle que nous ont déclarée les dirigeants américains actuels : une guerre culturelle, une guerre contre nos valeurs. Et les menaces de Donald Trump contre un rapprochement entre l'Europe et le Canada, en sont aujourd'hui encore une preuve flagrante.

L'Europe reste marquée par le discours du vice-président des Etats-Unis à Munich, en février 2025. Il venait mener un réquisitoire contre les démocraties européennes. Il venait remettre en cause notre capacité à exister et décider librement.

Et cinq mois plus tard, même rengaine, même renoncement lorsqu'a été accepté sans rechigner un accord commercial imposé par les Etats-Unis, qui a sacrifié les intérêts de l'Europe, pour éviter de froisser les Américains.

Et quel contraste, alors que l'Europe reçoit le Premier ministre canadien aujourd'hui même. Quel contraste entre l'obstination de Mark Carney à défendre son peuple et refuser de se plier devant les Etats-Unis, et ce que nous avons dû accepter en juillet 2025.

Mais au-delà de cet accord, il nous faut comprendre la réalité : avec les Etats-Unis, la servilité ne paye jamais. Les Etats-Unis tels que nous les avons connus n'existent plus. Les successeurs de Donald Trump seront peut-être plus polis, moins brutaux.

Mais l'Amérique d'abord, c'est surtout l'Amérique contre nous. Donald Trump ne fait qu'accélérer un mouvement entamé depuis des années.

Nous sommes plus seuls qu'avant.
Cela peut être une faiblesse, si nous avançons en ordre dispersé.
Mais cela peut être une force immense si nous assumons notre puissance.

A chaque fois qu'elle a assumé sa puissance, l'Europe a réussi. L'Union européenne a accompli des succès considérables.
La paix, la PAC, le marché unique, l'euro sont des réussites politiques, économiques et historiques incontestables.
Le décrochage massif du Royaume-Uni après le Brexit en est une autre preuve : l'Europe nous renforce.

Encore ces dernières années, chaque fois que l'Europe a été en crise, elle a su trouver les ressources de son renouveau.
Après la crise de 2008 et celle des dettes souveraines, elle a su développer une politique monétaire et bancaire autonome des États-Unis.
Pendant la crise du Covid, elle a développé une stratégie vaccinale qui a permis de protéger l'ensemble des citoyens européens.
Acculée par la perspective d'une récession, elle a émis pour la première fois des titres de dette commune pour financer sa relance.
Menacée par l'armée russe à ses frontières, elle a affirmé son soutien indéfectible à l'Ukraine et en est aujourd'hui le principal soutien.
Provoquée par Donald Trump qui menaçait d'envahir le Groenland, elle a d'une seule voix dit non au Président américain lors du forum de Davos.

D'ailleurs, ce « non » a pris le visage d'un homme à qui l'Europe doit beaucoup et le son d'une formule qui a marqué les esprits.

Oui, j'affirme ici clairement ce que l'Europe doit à la vision portée par le Président de la République, Emmanuel Macron.
Oui, grâce à l'action d'Emmanuel Macron, l'Union européenne a su faire sa propre introspection et évoluer sur des sujets décisifs.
Parler de souveraineté européenne, d'intérêts stratégiques européens, de commande publique européenne, de défense européenne, de mécanisme carbone aux frontières, tout cela n'est plus tabou en Europe. Tout cela, nous le devons au Président Macron qui a su s'imposer comme le principal leader européen ces dernières années.

Alors, face à une Europe capable de faire, tous les Continents-puissances ont bien compris que la division de l'Europe était leur assurance vie. Ils ont fait du proverbe « diviser pour mieux régner » la maxime de leur politique à l'égard de l'Union européenne. Pourquoi pensez-vous qu'Elon Musk exalte dans chacun de ses tweets le nationalisme européen ? Parce qu'il sait pertinemment que si nous sommes divisés, ils seront maîtres.

À ces rivaux, ces adversaires qui ne prennent même plus la peine d'avancer masqués, s'ajoute une menace qui n'a ni capitale ni drapeau : le dérèglement climatique. Il brûle nos forêts, assèche nos terres, fissure les murs de nos maisons. Il est devenu le quotidien d'agriculteurs qui perdent leurs récoltes, de villages privés d'eau, de personnes âgées qui étouffent dans leurs appartements. Depuis bien longtemps, le dérèglement climatique n'est plus une perspective lointaine. C'est une épreuve, qui exige de nous des décisions à la hauteur.

L'actualité, en ce moment même, montre combien l'Europe n'a pas d'autre choix que la force et l'unité face aux Continents-puissances et face au dérèglement climatique.

Depuis le 28 février, les États-Unis mènent une guerre contre l'Iran. Ils l'ont décidée seuls. En représailles, Téhéran a fermé le détroit d'Ormuz, par où transite un cinquième du pétrole et du gaz de la planète. Six mois plus tard, il est toujours fermé.

Regardons ce que cela nous coûte.

Ce que cela coûte à chaque Européen, à chaque Français.

Le prix du gaz augmente pour la deuxième fois en deux mois.

Les prix à la pompe montent semaine après semaine. Mettant au pied du mur la France qui travaille. Dans certaines stations, les prix frôlent voire dépassent déjà les 2 euros 50 le litre. Et la perspective d'une essence à 3 euros devient crédible.

Quant à notre économie, elle est lestée par cette guerre décidée seule par les États-Unis. Notre prévision de croissance vient d'être abaissée de moitié. A 0,4% à peine. Et pour l'expliquer l'INSEE cite explicitement la fermeture du détroit.

Alors comprenons bien ce qui se joue. Washington n'a pas pensé au prix de l'essence dans les stations-service françaises avant de frapper. Pourquoi l'aurait-il fait ? Un continent-puissance agit selon ses intérêts. C'est même à cela qu'on le reconnaît.

Les États-Unis sont aujourd'hui exportateurs nets d'énergie. Nous, nous importons 97% de notre pétrole.

Les intérêts européens et américains ne sont plus alignés depuis bien longtemps. Et nous sommes les seuls à ne pas encore en avoir tiré les conséquences.

Car face à cette guerre sans cap, qui semble s'éterniser, quelle voix portons-nous ? Aucune, ou si faible. Aucun dirigeant européen, seul, ne pèsera assez pour obtenir la fin de cette guerre. Ni le président français. Ni le chancelier allemand. Aucun.

Car si les prix du carburant explosent, c'est parce que Donald Trump, l'allié de Marine Le Pen, s'est engagé dans une guerre sans fin au Moyen-Orient. De la même manière qu'en 2022, les prix du gaz avaient explosé parce que Vladimir Poutine, autre allié de Madame Le Pen, avait lui aussi engagé une guerre sans fin contre l'Ukraine. Voter Le Pen, c'est soutenir Trump. Voter Le Pen, c'est favoriser Poutine. C'est soutenir ceux qui allument des conflits dont nous payons chèrement la facture.

Pendant ce temps, la facture arrive chez nous. Et avec elle la colère, cette colère que nous connaissons, celle qui monte lorsqu'il faut faire le choix entre un plein d'essence et faire 20 euros par 20 euros.

Face à la crise, il faut gérer l'urgence. Aider ceux qui travaillent. Mais il faut préparer l'avenir, aussi, surtout.

Ne nous contentons pas du court terme. Une campagne présidentielle, c'est le moment de regarder plus haut, plus loin.

Oui, face à ces dangers qui menacent l'Europe, elle doit faire un choix fort, le choix de l'unité, le choix de la puissance. Parce que la puissance, c'est la prospérité. Et la prospérité, c'est le pouvoir d'achat.

Oui, il n'y a qu'au sein d'une Europe unie et puissante que nous bâtirons les conditions de notre indépendance énergétique et de l'électrification de nos modes de vie.

Le seul chemin pour une augmentation massive de nos salaires, c'est l'innovation et donc c'est l'Europe. Et pour cela, l'unité et la puissance à l'échelle européenne.

Ce n'est qu'à cette condition que nous parviendrons à être plus innovants, plus productifs. Regardez les Etats-Unis. Ce sont les familles américaines qui bénéficient en premier de la rente de leur puissance. Un ménage sur deux aux Etats-Unis touche plus de 7 290 dollars par mois. Le taux de pauvreté est au plus bas historique. Quand chez nous, les salaires stagnent.

L'augmentation du carburant liée à une crise s'encaisse mieux quand les salaires sont élevés. Je veux des salaires plus élevés pour les Français. Et pour cela, il faut de l'innovation, et donc un plus gros marché.

Nous pouvons et nous devons suivre le même chemin.

La puissance, ce n'est donc pas abstrait. La puissance, c'est la prospérité.

Face à ces crises, l'Europe n'est pas à la hauteur.

Face à la force, nous montrons le visage de la dispersion.

2 - Face à ce monde, l'Union européenne est divisée

Car aujourd'hui, l'Europe est fragmentée. Explosée. Divisée.

L'Europe avance avec des boulets qu'elle s'est elle-même attachés aux pieds.

Nous avons un marché commun, mais des entreprises qui doivent encore franchir un parcours d'obstacles pour passer d'un pays à l'autre.

Nous avons une monnaie commune, mais des circuits de financement qui restent fragmentés. Nous avons une politique commerciale commune, mais qui fait trop souvent passer les intérêts étrangers avant les intérêts européens.

Nous avons des intérêts industriels communs, mais des États qui continuent à se faire concurrence.

Les autres puissances n'ont même pas besoin de nous diviser sur tous les sujets. Sur la plupart, nous faisons le travail à leur place.

La fragmentation économique de l'Europe, c'est comme si nous mettions entre nos pays 45% de droits de douane sur nos biens, 110% pour nos services.

Nous nous taxons nous-mêmes bien plus que ce que les Etats-Unis menacent de nous taxer. Nous nous handicapons nous-mêmes.

C'est le cœur du problème. Cette division, cette fragmentation, c'est la principale entrave à notre prospérité et à notre puissance.

Et je le dis avec force : l'Europe actuelle à 27 a atteint ses limites. Nous ne pourrions pas aller plus loin avec le système actuel.

Nous ne pourrions pas peser, si nous voulons tout conserver à l'identique.

Sur des décisions essentielles, l'unanimité permet à un seul gouvernement de retenir tous les autres. Regardez l'Ukraine : on ne peut pas dépendre de la défaite électorale de Viktor Orban pour l'aider pleinement face à la Russie.

L'équilibre des pouvoirs et donc celui des responsabilités est éclaté entre une Commission peu légitime, un Parlement peu puissant et un Conseil démuni par la recherche d'unanimité.

Prenons un exemple, l'Union européenne dispose depuis deux ans de la feuille de route du retour de sa puissance. Elle est en ligne, chacun peut la consulter. Cette feuille de route, c'est le rapport de Mario Draghi.

L'UE a entamé certains chantiers : la boussole pour la compétitivité, le pacte pour une industrie propre, l'union de l'épargne et de l'investissement, la proposition d'un Fonds européen de compétitivité. Ces initiatives existent et vont dans le bon sens.

Mais elles vont trop lentement.

Alors que le monde entier accélère, seules 30% des recommandations du rapport ont été engagées.

Et le cœur de ce que nous devons bâtir, à savoir la puissance financière, le marché unique du capital et de l'énergie reste largement inabouti.

Et à force, ce système produit de la frustration et de la colère.

La frustration et la colère de savoir ce que nous devons faire, mais de ne pas être en capacité de le faire.

C'est cela la vétocratie européenne.

Oui, la vétocratie européenne. Nous sommes face à une Union bloquée.

Et face à ce blocage, il n'y a que deux choix politiques possibles : le vieux cauchemar du Frexit ou un rêve nouveau, un rêve atteignable, un rêve que je suis venu porter devant vous aujourd'hui : préparer les États-Unis d'Europe.

3 - Bâtir les Etats-Unis d'Europe

Ce rêve est ancien.

Il a pris sa source tout à la fois dans l'héritage gréco-romain, qui nous a légué la démocratie et le droit, et dans la tradition judéo-chrétienne, qui nous a enseigné que chaque homme, chaque femme, quel qu'il soit et d'où qu'il vienne doit être libre et traité avec une égale dignité.

Par le fil des idées et de l'Histoire, cet idéal s'est enrichi, les idées se sont propagées, les Lumières sont nées, qui ont éclairé l'Europe et le monde.

Ce rêve n'a jamais eu de patrie, parce qu'il les avait toutes.

On l'a vu poindre à la Renaissance, quand les idées ont cessé de s'arrêter aux frontières et ont circulé dans toute l'Europe. Pendant deux siècles, un savant d'Europe pouvait aller de Lisbonne à Varsovie sans jamais être tout à fait un étranger.

Voltaire s'est formé en Angleterre, a correspondu avec Berlin et s'est exilé à Genève. Voltaire n'a jamais été un exilé. Parce que dans son esprit, l'Europe était déjà une seule âme.

Et il s'est trouvé un homme pour donner un nom à ce rêve. Victor Hugo, à Paris, en 1849, devant le Congrès de la paix. C'est à lui que nous devons ce mot, cette expression des « Etats-Unis d'Europe ». Il a dit qu'un jour viendrait où les nations du continent, sans rien perdre de leurs qualités distinctes ni de leur glorieuse individualité, se fondraient dans une unité supérieure et formeraient la fraternité européenne.

Cette âme européenne c'est le sens profond de notre histoire et ça doit être le fil de notre avenir.

Et aujourd'hui où en sommes-nous de notre histoire ?

Nos grands-parents ont fait naître l'idée européenne sur les décombres de la guerre.

Ils ont renoué le fil de l'histoire européenne qui s'était brisé en 1870, 1914 et 1939, lors des trois guerres qui ont opposé la France et l'Allemagne.

Ils étaient la génération de Schuman et de Monnet, qui le 9 mai 1950, ont su faire renaître le rêve européen.

Ils ont commencé par le charbon et l'acier : des matières même qui avaient attisé les rivalités et fait le terreau de la guerre. En les mettant en commun, les pères fondateurs de l'Europe ont changé le sens de notre puissance. Ils nous ont offert un chemin : celui de la paix et de la grandeur.

Nos parents après eux nous ont uni et lié encore davantage. Ils ont créé le marché commun et la monnaie unique avec le Traité de Maastricht, qui nous ont rendu plus solides, plus capables de peser.

Et maintenant, quelle est la mission de ma génération ? Quel est son destin ? Que doit-elle laisser à ceux qui viendront après elle ?

Je refuse que ma génération soit condamnée à voir le déclin de l'Europe. A voir le rêve européen se disloquer, étouffé sous ses propres contraintes. A voir l'Europe dépérir.

Je ne veux pas que ma génération voie l'Europe devenir le 51e état américain ou la 24e province chinoise.

Le temps de la vassalisation heureuse est révolu. Nous avons un rôle à jouer, un destin à accomplir.

Et donc je considère que la grande mission de ma génération est d'accomplir le rêve européen et de faire naître les États-Unis d'Europe.

Il est temps.

Il est temps d'arracher l'Europe des griffes des nationalistes qui partout préparent notre déclin. Il est temps de renouer avec le fil de notre histoire. Il est temps de reprendre le rêve là où nos pères l'ont laissé.

N'ayons plus peur de notre destin.

N'ayons plus peur, et préparons les États-Unis d'Europe !

Bâtissons ce projet d'une génération, le plus grand projet politique de ce siècle.

4 - Le chemin vers la prospérité et la puissance

1/ Douze projets pour notre prospérité

Ce que je propose, ce n'est évidemment pas la création d'un pays unique, c'est une fusion économique et écologique d'abord entre un noyau dur de pays européens.

C'est bâtir une grande puissance économique, technologique et écologique pour notre époque.

L'Europe a construit la paix. L'Union européenne a créé des normes. Les États Unis d'Europe bâtiront notre puissance.

Et comme les générations avant nous ont réussi à bâtir Ariane ou Airbus. Nous serons la génération des nouveaux grands projets européens.

Aujourd'hui, il y a presque quelque chose de mal vu à parler de conquêtes. Comme si nous étions condamnés à être les spectateurs des découvertes technologiques de la Chine et des États-Unis.

Moi, je crois dans les Européens. Je crois en une Europe conquérante. Nous en sommes capables. Nous pouvons faire taire tous les oiseaux de mauvais augure. Tous ceux qui enterraient l'Europe. Nous pouvons partir à la conquête des douze frontières économiques, technologiques et écologiques qui feront la prospérité du 21e siècle.

Oui, ma vision est claire :

- Nous pouvons rejoindre les leaders dans le domaine de l'intelligence artificielle. C'est possible. Je l'ai dit. Je le porte et je continuerai à le porter : l'IA doit être le grand projet qui nous fédère, Français et Européens. L'IA sera le cœur de la puissance du siècle à venir.
- Soit nous sommes en pointe, soit nous sommes tenus par d'autres. Alors, nous devons maîtriser la chaîne de l'IA : l'énergie qui alimente les data centers, la puissance de calcul, les modèles et les logiciels. Alors, nous devons donner à nos entreprises les moyens d'adopter massivement l'IA. Aucun pays européen ne peut seul, rivaliser par la taille des investissements chinois ou américains. Aucun. Ensemble, nous le pouvons. Appeler aujourd'hui à ralentir sur l'IA, c'est ne rien comprendre au monde qui s'ouvre. C'est digne de défendre le minitel à l'heure d'internet. C'est faire courir à l'Europe le danger d'un décrochage irrattrapable. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de ralentir et de nous faire semer : c'est de nous coordonner pour avoir les mêmes règles, les mêmes limites, la même éthique. Nous n'y arriverons pas si nous avançons en ordre dispersé.
- Nous partirons à la conquête de l'espace avec notre propre constellation de satellites et la création du lanceur successeur d'Ariane 6. Et je le dis ici, depuis le siège de l'entreprise Latitude, qui nous fait l'honneur de nous recevoir. Latitude qui révolutionne nos technologies spatiales. Une entreprise qui peut contribuer à envoyer davantage l'Europe dans l'espace. Qui est l'exemple même des géants que les Etats-Unis d'Europe pourraient faire naître demain.

Et ce n'est pas tout :

- Le premier vaccin contre le cancer, c'est possible !
- Devenir le premier continent d'énergie totalement décarbonée, c'est possible ! En investissant massivement dans l'énergie nucléaire, dans les réacteurs modulaires SMR et AMR, dans la recherche sur la fusion nucléaire et en trouvant des solutions de stockage pour les énergies renouvelables.
- Créer une base industrielle et technologique de défense européenne intégrée pour produire massivement, innover, mettre en place les armes et les défenses adaptées à notre sécurité collective. C'est possible !
- Devenir leaders de l'informatique quantique, avec les meilleurs calculateurs au monde, c'est possible !
- Devenir leaders dans les transports décarbonés, en proposant la voiture électrique la plus performante du marché, en produisant le premier avion bas-carbone. C'est possible !
- Créer notre propre système de paiement souverain, pour concurrencer les géants américains Visa et MasterCard. C'est possible !
- Retrouver notre souveraineté cognitive, en investissant dans nos propres géants du numérique en fixant des règles claires concernant les algorithmes utilisés par nos enfants. C'est possible !

- Développer notre propre industrie de semi-conducteurs, être des pionniers dans la robotique. C'est possible !
- Atteindre notre souveraineté alimentaire et agricole, avec une agriculture de qualité et des exploitations adaptées au dérèglement climatique. C'est possible !
- Placer l'université au cœur de notre projet, avec des universités réellement européennes, des échanges plus importants entre nos professeurs, nos chercheurs, nos élèves. Des diplômes européens aussi. C'est possible !

Si nous réussissons ces douze projets, nous deviendrons la première puissance au monde.

Mais surtout, derrière chacune de ces conquêtes, c'est la vie des Européens, la vie des Français qui devient meilleure.

Des technologies d'avant-garde, c'est une productivité qui augmente et les salaires des travailleurs français qui montent et rattrapent enfin les salaires américains.

Une énergie souveraine, c'est la fin de la dépendance, et donc des prix de l'électricité, du gaz, des carburants, bas et stables, toute l'année, pour les Français. Protéger nos enfants des algorithmes abrutissants, miser sur l'école, sur l'université, c'est plus d'opportunités pour la jeunesse française. C'est le niveau des élèves français qui remonte.

Mais surtout, surtout : c'est notre liberté qui serait protégée. C'est notre démocratie libérale qui serait préservée. A l'heure où tant veulent faire vaciller nos valeurs, la force des Etats-Unis d'Europe sera de les rendre invincibles. De garantir à tous les Français, à tous les Européens, que notre liberté n'est pas négociable. Qu'aucune puissance, aucun empire, ne peut nous faire chanter.

2/ Une économie unique

Alors face à une ambition pareille, je sais ce qu'on va me demander : est-ce vraiment possible ? Et comment peut-on y arriver.

Et bien oui, c'est possible.

Pour y parvenir, je propose de constituer un véritable fédéralisme économique, technologique et écologique où nous lèverons toutes les barrières qui empêchent les économies européennes de fusionner.

Je propose donc, au sein des Etats-Unis d'Europe, la disparition totale des frontières économiques en son sein, et la mise en place d'une politique inédite d'urgence écologique.

Pour cela, nous devons lever toutes les barrières qui persistent.

Mon projet est prêt, travaillé. J'en ai listé une vingtaine. Elles vont de la convergence des taux de tous nos impôts et taxes à la création d'un droit du travail commun. De la création de géants bancaires et des télécoms, jusqu'à l'émission de dette commune ou à la création d'un droit des affaires unique, d'un même droit des sociétés, des contrats, des faillites ou de la propriété intellectuelle.

Certains chantiers sont lancés. Ils avancent. Je pense par exemple au 28e régime, notre droit des affaires commun. Mais il faut être beaucoup plus radical, beaucoup plus ambitieux.

Aujourd'hui, quand une entreprise s'installe en Europe, elle doit connaître 27 droits du travail, 27 droits des affaires, 27 systèmes fiscaux, elle doit ouvrir 27 comptes bancaires, prendre 27 abonnements téléphoniques.

Nous unifions toutes les règles qui alimentent la concurrence ou la fragmentation entre les économies européennes.

Concrètement, une entreprise doit pouvoir passer d'un pays européen à un autre, comme elle passe d'une région française à une autre.

Les normes économiques et agricoles seront, elles aussi, harmonisées, afin d'en finir avec la concurrence déloyale et la surtransposition, qui ont conduit à l'érosion de notre souveraineté alimentaire.

Pour la première fois de notre histoire, notre balance commerciale agricole risque d'être déficitaire. Nous ne pouvons pas l'accepter, encore moins quand les Etats-Unis et la Russie font de l'agriculture une arme et un instrument de chantage contre nous.

Partout où on pourra harmoniser, on le fera. Partout où il faudra en passer par la reconnaissance mutuelle, on ira. Et cela changera très concrètement le quotidien de nos entreprises.

Prenez une PME française qui fabrique un produit cosmétique. Le même produit, la même recette. Pour le vendre en Allemagne, elle doit s'enregistrer auprès d'un organisme allemand. En Belgique, auprès d'un organisme belge. Puis en Italie, en Espagne, au Portugal : à chaque fois un nouveau numéro, un nouveau logo sur l'emballage, une nouvelle déclaration, un nouveau calendrier. Même entreprise, même produit, même camion : jusqu'à quinze dossiers de conformité menés en parallèle, pour un même produit cosmétique.

Et c'est ça, ce qu'on appelle aujourd'hui un marché unique.

Demain : nous aurons un enregistrement, une déclaration et un logo unique. Un technicien ira à Francfort comme il irait à Lyon.

Vous l'aurez compris, le cœur de ce projet, c'est la simplification. Oui, la simplification. Je le dis : ce ne sera pas un chantier parmi d'autres : ce sera notre boussole.

Nous achèverons également l'union bancaire et celle de nos marchés de capitaux.

On me dit que l'Europe n'a pas de géants parce qu'elle manque d'argent. C'est en partie faux. Les Européens sont parmi ceux qui épargnent le plus au monde. Ce qui manque, c'est le chemin entre cette épargne et nos entreprises.

Car cette épargne est enfermée dans vingt-sept compartiments étanches. Vingt-sept fiscalités, vingt-sept régulateurs, quand les Américains en ont un seul. Alors l'assureur allemand qui pourrait financer l'entreprise espagnole ne le fait pas : il achète des bons du Trésor américain, c'est plus simple. Nous exportons notre argent pour financer l'économie américaine.

Regardez. En septembre, Mistral a levé trois milliards d'euros : la plus grosse levée de toute l'histoire de la tech européenne. Six mois plus tôt, OpenAI levait cent vingt-deux milliards de dollars, en une seule opération. Trente-cinq fois plus. Amazon a signé seul un chèque quatorze fois supérieur à tout ce que Mistral a réussi à réunir.

Pourtant, nos chercheurs sont aussi excellents. Nos ingénieurs sont aussi excellents. Mais ils n'ont pas accès à suffisamment de financements.

Nous aurons un seul marché de capitaux. Un régulateur, un produit d'épargne européen, le même partout. Et le jour où lever trois milliards ne sera plus un record mais une opération ordinaire, nous aurons nos géants, financés par votre épargne, pour les emplois de nos enfants et pour notre souveraineté.

Nous conduirons également une seule politique industrielle, avec une stratégie de planification, par filières, avec des investissements coordonnés, des commandes publiques capables de faire grandir nos entreprises, et une préférence européenne enfin assumée.

Cette nouvelle politique industrielle doit s'appliquer en premier lieu à l'industrie de défense. Nous nous libèrerons de l'obsession de la libre concurrence. Nous ferons comme les Etats-Unis d'Amérique et la Chine l'ont fait avant nous : nous planifierons, nous investirons des milliards d'euros dans la recherche et dans des entreprises prometteuses pour permettre l'émergence de grands champions. Nos industries auront accès au plus grand marché du monde, à des commandes publiques massives et à une protection à nos frontières enfin efficace.

Pour défendre notre industrie, la politique commerciale devra également être réformée afin de s'adapter au nouveau monde.

L'Union européenne aurait évidemment vocation à conserver cette compétence pour conclure de nouveaux accords de libre-échange avec nos alliés et partenaires, comme le CETA avec le Canada.

L'UE doit devenir l'interlocuteur de tous nos alliés dans le monde pour organiser avec eux la paix commerciale. Je pense au Japon, à l'Inde, à la Corée, à la Nouvelle-Zélande, ou à l'Australie.

En revanche, en cas d'attaque commerciale de la Chine ou des États-Unis, dès lors que nos intérêts sont menacés, les Etats-Unis d'Europe seraient dotés d'une arme de dissuasion commerciale, qui permettrait de réagir plus rapidement, plus fortement et

d'imposer aux Continents-puissances notre vision du commerce international. Nous défendre et imposer notre puissance, enfin.

Pour toutes ces politiques que j'ai égrainées, nous pouvons nous donner les moyens de nos décisions : des ressources communes, un Trésor unique capable d'émettre une dette commune pour financer nos investissements d'avenir.

Avec l'Union européenne, nous avons fait le marché unique. Avec l'Euro, la monnaie unique. Ce que je vous propose aujourd'hui, c'est de faire une économie unique.

Mais ces Etats-Unis d'Europe seront une puissance écologique autant qu'économique. J'y tiens profondément.

J'oppose à la vision étriquée de Jean-Luc Mélenchon de l'éco-région, celle de l'éco-Continent. Nous ne répondrons pas à un problème mondial par une réponse régionale. Ce n'est pas à l'échelle d'une région française, aussi indispensable soit-elle sur tout un tas d'autres politiques publiques, que nous réussirons la transition écologique et énergétique. L'éco-continent, c'est la seule échelle possible pour relever ce défi, qui est le défi du siècle.

Alors, nous déciderons de notre trajectoire climatique, des moyens de la respecter, des investissements pour nous adapter aux bouleversements déjà engagés. Nous aurons une planification écologique européenne.

Nous organiserons nos réseaux d'énergie, nous unirons nos forces dans le nucléaire et les renouvelables, nous financerons les interconnexions, le stockage et la décarbonation de nos industries.

Nous qui savons que nos ressources naturelles ne sont pas infinies, la sécurité de nos approvisionnements sera une priorité. Les matières premières chinoises ne deviendront pas le gaz russe de demain.

Pour cela, nous poursuivrons les démarches de diversification de nos fournisseurs, mais nous deviendrons également la plus grande économie circulaire du monde. Nos déchets peuvent devenir notre principale matière première.

Dans ce continent qui subit le dérèglement climatique, nous utiliserons notre dette commune pour financer notre politique, pour une agriculture résiliente, des logements et des services publics isolés, pour préserver nos ressources en eau, nos littoraux, nos forêts.

Il faut sortir de cette situation où l'on fixe un objectif européen avant de renvoyer chaque pays, chaque entreprise et chaque ménage à ses difficultés pour l'atteindre. Une ambition commune exige des moyens communs. L'écologie ne peut pas être une addition de contraintes nationales : elle doit devenir un levier de notre puissance.

5 - Une méthode claire

Mesdames et Messieurs,

Ces Etats-Unis d'Europe, c'est un projet auquel j'ai mûrement réfléchi, notamment au travers d'échanges avec des dirigeants européens avec qui j'ai pu m'entretenir, avec des experts, des philosophes, des juristes, des économistes, des chefs d'entreprise.

Mais surtout, ce fédéralisme économique, technologique et écologique, ce n'est pas un projet pour le siècle prochain.

Non, c'est un projet accessible, atteignable, auquel je veux m'atteler dès le premier jour de mon mandat.

Si les Français me font confiance, ma première mission sera de constituer un noyau dur de pays européens pour les convaincre.

Nous tendrons la main aux pays fondateurs, à l'Allemagne, à l'Italie, à la Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg. Nous la tendrons à l'Espagne, au Portugal, aux pays nordiques, aux pays baltes, à la Pologne, tous essentiels à l'avenir européen.

Évidemment, le cadre que nous allons construire doit être ouvert. Quand les Britanniques le souhaiteront, à un rapprochement avec le Royaume-Uni. Car malgré le Brexit, l'histoire et la géographie sont têtues et c'est ensemble que nous devons préparer l'avenir.

Comme Président, j'irai voir les dirigeants européens et je leur dirai : posons la première pierre. Écrivons ensemble ce traité fondateur de prospérité économique et d'urgence écologique. Un traité qui fusionnera nos économies, qui nous unira dans notre combat contre le changement climatique. Ce traité qui fera des Etats-Unis d'Europe la première puissance mondiale.

Je ne prétends pas que tous ces pays sont déjà prêts. Je propose de leur ouvrir ce chemin. Le nombre des premiers signataires dépendra de leur volonté. Seront-ils 8 ? Seront-ils 10 ? Peu importe le nombre pourvu que ce soit un noyau dur de Nations unies, solidaires et puissantes.

Ce noyau dur de pays volontaires sera une première étape.

Ma méthode est claire : une fois ce noyau dur constitué, nous irons ensemble à la conquête des douze frontières technologiques qui feront la prospérité au 21ème siècle.

Et pendant la durée des négociations, aucune seconde ne doit être perdue. Nous ne resterons pas attentistes et nous ferons tout ce que les traités de l'Union européenne nous permettront de faire dans le cadre de ce que l'on appelle les coopérations renforcées, qui permettent à un petit groupe de pays d'avancer plus rapidement sur les sujets, lorsque l'Union patine à 27.

Ce noyau, il grossira, je le sais. Car la puissance ira à la puissance et que de plus en plus de pays voudront le rejoindre.

6 - Une gouvernance démocratique

Ensuite, la gouvernance de ces Etats-Unis d'Europe devra être démocratique. Il faut en finir avec l'Europe des sommets à huis clos.

Un parlement, bien sûr, qui ne sera pas un Parlement, une institution en plus, mais regroupera les députés européens déjà élus par chacun des États membres au sein du Parlement européen actuel.

Et puis surtout, un responsable, un président élu au suffrage universel à travers l'Europe. Oui, à travers le premier scrutin réellement pan-européen.

Un Président qui ait les moyens de gouverner sur ces sujets, vraiment. De prendre des décrets, là où nous avons décidé de nous fédérer.

Mais l'urgence ne sera pas de recréer des instances. Mais d'avancer, d'être efficace, et de poser les pierres du projet dont notre Europe et notre pays ont besoin.

7 - Les Etats-Unis d'Europe, c'est possible

J'entends déjà les critiques de ceux qui n'y croient plus.

Certains diront que cette ambition, c'est le projet d'un siècle, que c'est un horizon, certes souhaitable, mais qui n'apportera aucune réponse immédiate à leurs angoisses quotidiennes.

C'est faux, un tel projet peut voir le jour en quelques années.

Le traité de Paris instaurant la Communauté européenne du charbon et de l'acier est entré en vigueur seulement 7 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La négociation du traité de Maastricht n'a pris que 14 mois.

L'accord de Schengen est signé 12 mois après le Conseil européen de Fontainebleau, où les chefs d'État et de gouvernement retiennent le principe de la suppression des formalités policières et douanières aux frontières intérieures.

Oui, c'est possible. Du moment que les dirigeants européens se seront mis d'accord sur ce qu'ils souhaitent mettre en commun, le processus sera extrêmement rapide.

Et j'ai l'intime conviction que la crise existentielle que traverse l'Europe aujourd'hui les conduira tous à s'unir autour de ce projet.

Oui, l'Europe et les pays de l'Union européenne voient leurs modèles profondément remis en cause aujourd'hui. Ils ne l'ont peut-être jamais autant été.

Le modèle français est à bout de souffle, mais il n'est pas le seul.

Le modèle allemand fondé sur une triple dépendance aux hydrocarbures russes, aux

exportations vers la Chine et au parapluie militaire américain est lui aussi complètement remis en question. L'inondation de nos marchés par des voitures chinoises ébranle structurellement l'industrie et l'économie allemandes.

Je suis allé consulter des chefs d'État et de Gouvernement européens. Ils font le même constat : le modèle européen est à bout de souffle. Dans tous les pays européens, j'ai bâti un réseau d'alliés politiques qui font le même constat que moi. Qui pensent que sans union, nous sommes condamnés à la disparition.

Les moments de crise structurelle conduisent les peuples au meilleur d'eux-mêmes, comme au pire.

Alors je crois que si les gouvernements tergiversent, remettent à demain, sont pris par la peur des grands projets, il faudra passer directement par les peuples.

Je propose de créer ces Etats-Unis d'Europe en faisant le premier référendum européen, c'est-à-dire une consultation simultanée dans tous les pays qui auront vocation à les intégrer.

Les gouvernements passent mais les peuples restent. Si les peuples choisissent, alors ils sont indéfectibles.

Alors à tous ceux qui doutent, à tous ceux qui n'y croient plus, je dis que le temps du réveil européen a sonné.

Quant à ceux qui ont l'identité fragile, qui croient qu'une intégration européenne plus forte suffirait à effacer notre pays, il faut vraiment penser que nous serions bien faibles pour qu'une union économique et écologique puisse détruire des siècles d'Histoire.

Et je leur demande à nouveau : préfèrent-ils vraiment que nous devenions le 51^e état américain ou la 24^e province chinoise ?

Où voulons-nous être le moteur des Etats-Unis d'Europe ?

Moi, je crois en la France. Je l'aime. Je refuse son déclin et c'est pourquoi je la veux forte, plus prospère, au cœur de cette fédération économique, technologique, écologique.

Et soyons clairs : évidemment, les compétences régaliennes resteront à la main des États.

Le commandement de nos armées, la décision d'engager nos forces, notre diplomatie, notre sécurité intérieure, notre justice nationale... Chaque État les conservera.

La dissuasion française restera française, bien sûr. Et nous renforcerons même notre place, en devenant le nouveau parapluie nucléaire européen.

Nos nations conserveront leur langue, leur culture, leurs institutions. La France continuera d'être la France, avec sa voix, son Histoire, sa liberté. Elle disposera simplement d'une force économique nouvelle pour les faire vivre.

8 - Conclusion

Mesdames et Messieurs,

Je sais ce qu'une telle proposition représente dans une campagne présidentielle.

Je sais qu'il serait plus facile de ne parler que de quelques ajustements, de promettre un meilleur rapport de force, de laisser entendre à chacun ce qu'il souhaite sans jamais préciser ce que l'on est prêt à faire.

Je fais un autre choix. Je veux que cette campagne serve à décider de notre avenir.

Je suis candidat pour proposer le projet d'une génération, d'un siècle. Ce siècle où, enfin, nous cesserons de subir. Ce siècle où la France et l'Europe retrouveront leur place, celle qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'occuper : la première.

Un rêve qu'aucun politique français, jamais, n'a osé proposer. Qui, depuis plus de 20 siècles, murmure à l'inconscient des Européens.

Ce rêve d'unité et de grandeur coule dans les veines de notre vieille Europe.

Des fractures ont pu briser le rêve européen mais le fil de notre histoire, lui, ne s'est au fond jamais rompu.

Les générations passées ont guéri les fractures.

La responsabilité de ma génération est de retrouver le fil de l'histoire de l'Europe, celle de l'unité.

Je crois au sens de l'histoire et à la force de nos racines. Notre devoir est aujourd'hui d'accomplir le destin de la France et de l'Europe.

La grande Europe a toujours été le projet de grands européens. Un projet si fou, si puissant, si révolutionnaire que nous préférons le taire plutôt que de crier qu'il est la nécessité de notre temps.

Un projet qu'aucun candidat à l'élection présidentielle n'osera proposer. Mais si j'avais peur, je ne serais pas candidat à l'élection présidentielle.

Le rêve des États-Unis d'Europe est plus grand et plus ancien que nous. Je veux maintenant lui donner une réalité. Je veux porter cette ambition jusqu'à la décision des Français, puis jusqu'à la table de nos partenaires.

On me dira que c'est un risque. Oui, c'en est un. Il faudra convaincre, négocier, surmonter des intérêts et des habitudes. Je l'assume, parce que je crois que c'est la voie de la prospérité française et de notre liberté dans le monde qui vient.

Et puis je mesure plus encore le risque que l'on ne nomme jamais : celui de continuer comme avant. Celui de voir partir les investissements, de voir partir les talents, les jeunes ingénieurs français et européens, de perdre la maîtrise de nos technologies, de découvrir trop tard que nos choix sont devenus les décisions des autres.

Face aux puissances américaine, chinoise et russe, je suis convaincu que les Etats-Unis d'Europe sont notre chance.

Notre histoire est faite de femmes et d'hommes, qui ont déjoué toutes les fatalités.

Qui ne se sont jamais laissé enfermer dans le confort du déclin.
Qui ont reconstruit notre pays à chaque fois qu'il semblait dos au mur.
Qui ont inventé un modèle, porté des valeurs, innové et impressionné le monde.

Alors à notre tour, nous avons une décision à prendre.
Nous pouvons transmettre aux générations qui viennent une Europe qui aura perdu la maîtrise de son avenir. Ou une Europe qui aura su retrouver, dans la gravité de l'épreuve, la force de commencer quelque chose de grand.

Je veux que nos enfants puissent choisir leur vie ici.
Que l'Europe soit à nouveau le continent vers lequel les yeux du monde se tournent.

« *Un jour viendra* » disait Victor Hugo.
Pour les Etats-Unis d'Europe, je suis intimement convaincu, ce jour est venu.

Vive la République ! Vive la France ! Vive l'Europe !

BÂTIR LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

NOTES

NOTES

NOTES

SELON

NOTES

Handwriting practice area with 15 horizontal dotted lines.

NOTES

NOTES

NOTES



PRO



**ATTAL
PRESIDENT.FR**

LA FORCE D'AGIR